



Déclaration liminaire - CHSCT MEN extraordinaire du 10 novembre 2020 Intervention d'Élisabeth Allain-Moreno pour l'UNSA Éducation

Mesdames, Messieurs,

Mon propos liminaire de ce CHSCT ministériel extraordinaire sera bref, et cela en raison de tout ce que l'UNSA Éducation veut porter au nom de la profession au cours de cette instance.

Ce CHSCT n'a d'extraordinaire que son nom. Sur sa forme, il est regrettablement devenu ordinaire que ses membres soient convoqués postérieurement à la publication et même l'entrée en application d'un protocole sanitaire impactant pourtant lourdement le quotidien de toute une profession.

Par conséquent, pour l'UNSA Éducation, trois enjeux essentiels se dégagent au travers de l'instance d'aujourd'hui :

- * utiliser cet espace pour alerter l'employeur dans les mêmes termes que nous le faisons depuis des mois et tel que permet de le faire le cadre légal
- * obtenir des réponses aux nombreuses questions que les personnels se posent chaque jour dans leur tentative de mise en œuvre des consignes sanitaires
- * exiger de l'employeur des mesures et des solutions sur des points spécifiques

Sur le premier point, je laisserai, suite à mon propos liminaire, la parole à Alain Brousse pour la lecture du signalement d'alerte que l'UNSA Éducation émet aujourd'hui, mardi 10 novembre, pour appeler l'attention essentielle de notre ministère sur les conditions d'exercice dégradées des personnels soumis à des consignes illisibles, inapplicables dont l'impact sur la santé psychologique de la profession croit de jour en jour.

Sur le second point, celui des nombreuses questions légitimement posées par les personnels, je vous demande d'ores et déjà d'y apporter toute votre attention et vos réponses les plus complètes.

Enfin, sur les points spécifiques, l'UNSA Éducation proposera 7 avis au vote lors de ce CHSCT. Ce nombre, nous aurions préféré qu'il soit bien moins élevé, mais il témoigne de notre gravité face à la responsabilité qui nous est confiée, celle d'être exigeant pour la protection de la profession.

Information claire, complète et anticipée de la profession, port du masque obligatoire chez l'enfant dès le CP, pratique de l'EPS, mise en œuvre du télétravail, conditions de travail des professeurs documentalistes, ... sont autant de points sur lesquels des solutions devront rapidement être proposées.

Avant de terminer, je tiens à rappeler, comme l'a réitéré notre fédération UNSA Fonction publique auprès de la ministre de la transformation et de la fonction publiques que le fait d'avoir rétabli l'application du jour de carence depuis juillet 2020 est un élément qui contribue à aggraver la progression de l'épidémie. Cela conduit les agents publics à minorer leurs symptômes pour éviter des prélèvements sur salaire. Pour l'UNSA FP, comme pour l'UNSA Éducation, il faut d'urgence cesser cette logique et abroger le jour de carence, injuste et inefficace en temps normal mais encore plus en période épidémique.